

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 03/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAUMET Romuald

7 rue de Lussac
16260 Suaux

Référence : 2025_138_UbD16-86_Env

Code AIOT : 0100044939

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 dans l'établissement GAUMET Romuald implanté 7 rue de Lussac 16260 Suaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un signalement du maire de Suaux (Charente) relatif à un dépôt de véhicules hors d'usage chez monsieur Romuald Gaumet, l'inspection des installations classées a effectué une visite pour constater l'état du site et vérifier sa situation administrative vis-à-vis de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAUMET Romuald
- 7 rue de Lussac 16260 Suaux
- Code AIOT : 0100044939
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site visité est le terrain jouxtant l'habitation d'un particulier.

Contexte de l'inspection :

Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installation d'entreposage de véhicules hors d'usage non enregistrée	Code de l'environnement , articles L. 512-7, R. 511-9 et R. 543-155-1	Sans objet
2	Entreposage de déchets divers	Code de l'environnement, articles R. 512-47 et R. 511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite sur site a permis de constater la présence de cinq véhicules légers, dont un dépourvu de moteur, et d'une petite camionnette, et de quelques pneumatiques et déchets métalliques non dangereux.

Les volumes observés sont en deçà des seuils d'enregistrement ou de déclaration prévus par la réglementation sur les ICPE, en particulier pour les rubriques 2712, 2713 et 2714 détaillées ci-après.

Compte tenu de ces constats, l'activité de monsieur Romuald Gaumet ne relève pas du champ des ICPE. En outre comme la surface de véhicules, dont quelques-uns sont potentiellement hors d'usage, n'atteint pas le seuil des 100 m², l'établissement n'est pas redevable d'un classement ICPE.

Sur ces constats, l'inspection n'a pas jugé nécessaire d'échanger avec monsieur Gaumet sur son activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation d'entreposage de véhicules hors d'usage non enregistrée

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L. 512-7, R. 511-9
Thème(s) : Illégaux, gestion irrégulière de véhicules hors d'usage
<p>Prescriptions contrôlées</p> <p><i>Art. L. 512-7</i> « I. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. [...] »</p> <p><i>Art. R. 511-9</i> « La colonne "A" de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. » [...] » « 2712. Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m² : Enregistrement [...] »</p>

Constat
Il a été observé la présence de cinq véhicules, dont un dépourvu de son moteur, et d'une petite camionnette. Si les véhicules sont hors d'usage, ils ne dépassent toutefois pas le seuil des 100 m ² , seuil qui nécessite que l'installation soit enregistrée au titre de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entreposage de déchets divers

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles R. 512-47 et R. 511-9
Thème(s) : Illégaux, entreposage de métaux et de pneumatiques
<p>Prescriptions contrôlées</p> <p><i>Article R. 512-47</i> « I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. [...] »</p> <p><i>Article R. 511-9</i> « La colonne "A" de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. » [...] 2713. Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : [...] 2. Supérieur ou égal à 100 m² mais inférieur à 1 000 m²..... D [...] 2714. Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : [...] 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.....D »</p>
<p>Constat</p> <p>Des déchets de métaux non dangereux et des pneumatiques ont été observés sur le site.</p> <p>La surface de déchets métalliques est vue inférieure à 100 m², seuil au-delà duquel une déclaration de l'activité au titre de la rubrique 2713-2 de la nomenclature des ICPE est nécessaire.</p> <p>Le volume de pneumatiques est vu inférieur à 100 m³, seuil au-delà duquel une déclaration de l'activité au titre de la rubrique 2714-2 de la nomenclature des ICPE est nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite